



Photo : ap

L'Iran accuse les États-Unis et Israël d'être responsable de la mort du scientifique.

Téhéran frappée au cœur

IRAN Un scientifique nucléaire iranien a été tué, hier, dans un attentat à Téhéran.

Un scientifique nucléaire iranien de renom a été tué hier dans un attentat attribué par l'Iran à Israël et aux États-Unis, au moment où Téhéran est sous pression de la communauté internationale pour sa politique nucléaire.

Massoud Ali Mohammadi, 50 ans, professeur de physique nucléaire à l'université de Téhéran, a été tué hier dans la matinée par l'explosion commandée à distance d'une moto piégée alors qu'il quittait son domicile à Téhéran. «Les premiers éléments de l'enquête montrent des signes de l'action maléfique du triangle "États-Unis, régime sioniste et leurs mercenaires"», a accusé le porte-parole des Affaires étrangères iraniennes, Ramin Mehmanparast. «Ces actions terroristes et l'élimination de savants nucléaires du pays n'empêcheront certainement pas le programme nucléaire de l'Iran mais

vont l'accélérer bien au contraire.»

«Les accusations d'implication des États-Unis sont absurdes», a répondu Mark Toner, un porte-parole de la diplomatie américaine à Washington, repris ensuite mot pour mot par le porte-parole adjoint de la Maison Blanche. Selon le procureur de Téhéran, une enquête a été ouverte et «pour le moment aucun suspect n'a été arrêté».

L'Iran est menacé de nouvelles sanctions internationales pour son programme nucléaire, dont les Occidentaux craignent qu'il ne vise à le doter de l'arme atomique en dépit des dénégations iraniennes répétées. À New York, un diplomate a annoncé la tenue samedi d'une réunion des directeurs politiques du groupe des six (États-Unis, Russie, Chine, Allemagne, Royaume-Uni, France) chargés du dossier du nucléaire iranien, à la mission de l'Union européenne à l'ONU pour

évoquer d'éventuelles nouvelles sanctions.

Téhéran a accusé en décembre les États-Unis et Israël d'avoir enlevé un autre physicien nucléaire, Shahram Amiri, disparu en mai 2009 en Arabie saoudite. Washington avait alors refusé de commenter cette accusation. «Les services de renseignements et de sécurité essaieront d'identifier et d'arrêter les responsables de ce crime et de montrer au grand jour leurs soutiens étrangers», a indiqué le gouvernement iranien dans un communiqué cité par l'agence Fars.

➤ Passé dans l'opposition?

Mohammadi était spécialiste en physique des particules, selon l'un de ses étudiants. Il avait travaillé avec le Corps de Gardiens de la Révolution (Pasdaran), fer de lance des forces armées iraniennes, lors de la

guerre contre l'Irak (1980-88) et jusqu'en 2003. Mohammadi figurait à ce titre sur une «liste des personnes faisant l'objet de sanctions de la part des instances internationales» pour leur rôle dans la politique nucléaire, a dit l'association des étudiants du bassidj de l'université de Téhéran dans un communiqué.

De son côté, la télévision officielle iranienne en arabe Al-Alam a avancé que l'attentat pourrait «avoir été commis par les "hypocrites" (NDLR: l'Organisation des Moudjahidines du peuple)», éventuellement après avoir été «planifié par le régime sioniste». À Paris, ce groupe d'opposition a démenti. Néanmoins plusieurs sites d'opposition ont affirmé que le scientifique avait, lors de la présidentielle de juin, signé une pétition d'universitaires en faveur de Mir Hossein Moussavi, rival malheureux du président Mahmoud Ahmadinejad dont il est devenu le principal opposant.

IRAK

Bagdad sous haute tension

Vingt-cinq personnes soupçonnées de planifier des attaques à Bagdad ont été arrêtées hier par les forces de sécurité qui ont saisi de grandes quantités d'explosifs et bouclé de larges portions de la capitale.

AFGHANISTAN

«On peut gagner en 2010»

Des élus républicains du Sénat américain, de retour d'un voyage en Afghanistan, ont estimé hier que les États-Unis et ses alliés dans ce pays étaient en mesure de «gagner en 2010». Le commandant des forces internationales en Afghanistan, le général américain Stanley McChrystal, a lui assuré qu'une première vague de renforts envoyés l'été dernier avait permis de réaliser des «progrès» et que «le vent était en train de tourner».

YÉMEN

Prêt au dialogue

Le chef de la diplomatie yéménite Abou Bakr Al-Kourbi a réaffirmé hier que son gouvernement était prêt au dialogue avec Al-Qaïda. Il dit attendre de la conférence de Londres une aide au développement pour combattre la violence dans son pays.

UPM

Connu au Luxembourg

Le Jordanien Ahmad Massa'deh, a été appelé hier à devenir le secrétaire général de l'Union pour la Méditerranée. Ce diplomate est ambassadeur de son pays auprès de l'UE et de l'OTAN et également ambassadeur de la Jordanie pour la Belgique, la Norvège et le Luxembourg.

CHINE

Défense antimissile

La Chine a annoncé hier avoir testé avec succès un système de défense aérien, interceptant un missile en vol.

PAROLES DU SUD

La lutte du Burkina face au changement climatique

Chaque mois, SOS Faim-Action pour le développement relaie le travail de ses partenaires africains qui œuvrent dans les domaines de la microfinance et de la souveraineté alimentaire.



Face à la recrudescence des catastrophes naturelles consécutives au réchauffement climatique, la société civile africaine se sait vulnérable. Elle n'accepte pas pour autant son impuissance, comme au Burkina Faso.

La faiblesse des services publics, le manque de moyens et d'infrastructures, tous les handicaps se cumulent pour alourdir les conséquences d'événements climatiques destructeurs qui touchent une population déjà démunie. Pourtant, la société civile des pays en voie de développement se mobilise.

Dans le rapport interne du Secrétariat permanent des ONG sur la gestion des récentes inondations au Burkina Faso, A. Ouédraogo, le coordonnateur d'APIL, met en évidence la synergie qui se met en place au

sein de la société civile burkinabè. Le 1^{er} septembre dernier, une pluie diluvienne s'était abattue sur le pays, parmi les plus pauvres d'Afrique. Elle avait causé de nombreuses pertes en vies humaines et d'importants dégâts matériels. Cette catastrophe avait fait plus de 150000 sans-abri.

Depuis, les organisations de la société civile s'activent pour apporter leur aide aux sinistrés. Les OSC «se sont fixées pour objectif de s'assurer de la transparence et de l'équité dans la répartition et la gestion des ressources mobilisées». Une coalition de plusieurs organisations a effectué, six semaines après le sinistre, des visites sur les différents sites d'accueil pour recueillir les témoignages des sinistrés et échanger avec les autorités administratives, les ser-

vices d'aide, les OSC locales, les leaders d'opinion et ainsi prendre la mesure du dispositif d'aide en s'assurant notamment que l'aide mobilisée arrive bien aux nécessiteux.

➤ Menace d'une crise alimentaire

La coalition a mis en évidence de nombreuses défaillances : «Les sinistrés vivent dans des conditions de vie très difficiles en raison de l'état inadéquat des différents sites d'hébergement. Pire, les populations des villages touchés à l'intérieur du pays sont toujours dans l'attente de l'aide. En plus, les infrastructures de production étant fortement affectées, il est à prévoir une crise alimentaire d'où le besoin non seulement de l'augmentation de

l'aide alimentaire, de l'appui à la reconstruction des maisons et du réaménagement des barrages et de leurs abords (...) Les nombreuses insuffisances qui sont ressorties consolident la conviction que cette entreprise de suivi de la gestion des sinistrés par la société civile était nécessaire.»

À l'issue des constats, le rapport émet des recommandations : «Pour assurer une meilleure prise en charge de situations similaires, les OSC, tout en saluant les efforts de l'État, l'appellent à mieux impliquer les organisations de la société civile, en particulier celles dont l'objet se rapporte à la gestion des catastrophes et au suivi de l'action publique, à tous les niveaux de gestion de la crise, en vue d'assurer une meilleure efficacité et plus de

transparence de la gestion des sinistrés. Il s'agirait de mettre en place un plan d'action de réaction rapide multiacteurs qui agisse en bouclier contre les catastrophes naturelles. Le Burkina Faso est sous la menace permanente des atteintes climatiques aggravées par une faiblesse de la gouvernance des crises qui surviennent. Seule une amélioration significative du second facteur pourrait permettre de réduire le risque que présente le premier.» Les 100 milliards de dollars d'aide annuelle aux pays pauvres annoncés à Copenhague à partir de 2020 ne seront pas de trop, mais n'arriveront-ils pas trop tard?

Marine Lefebvre

www.sosfaim.lu